LA SÉANCE DU SÉNAT

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Ce fut une séance émouvante où l'on sentait dominer la résolution ferme de tous d'accomplir plus que jamais tout son devoir.

Une véritable ovation accueillit M. Jules JEANNENEY, lorsqu'il s'écria en terminant : « La victoire viendra. Elle vient ».

F. S.

⁂

Paris, 12. — La séance est ouverte à 15 h. 10.

Le président Jules JEANNENEY prend place au fauteuil présidentiel.

Au banc du gouvernement : MM. Paul Reynaud, Albert Sarraut, Champetier de Ribes, Camille Chautemps, Georges Mandel, Rio et Pernot.

L'ordre du jour appelle l'installation du bureau définitif.

M. Jules JEANNENEY prononce le discours suivant, fréquemment interrompu par les chaleureux applaudissements de toute l'assemblée :

LE DISCOURS DE M. JEANNENEY

« Mes chers collègues, nos applaudissements sont montés hiers vers notre bureau d'âge en remerciements mérités. Une part ample et combien juste y était faite à son vénéré président. Qu'elle ait pu, cher monsieur Damecour, vous être douce comme elle le fut à nous-même ! Nous y avions mis toute l'affection qui vous enveloppe ici, aussi sûre que l'aisance immuable avec laquelle vous portez le poids des années.

» Aujourd'hui, mes chers collègues, c'est votre bureau définitif qui vous apporte l'assurance de sa gratitude. En vous la disant au nom de tous ses membres et particulièrement au mien propre, pour votre bienveillance persévérante, j'atteste la fierté que nous avons de vos suffrages mais vous approuverez que nous en retenions surtout le gage d'union qu'ils contiennent, d'une union que le moment rend à nouveau sacrée.

» Nul ne l'ignore. L'ennemi a misé encore sur nos discordes après les avoir parfois fomentées sans que nous y ayons pris suffisante garde.

« Le peuple français a la claire perception du devoir national »

» Mais il ne fait que méconnaître à nouveau l'âme du peuple de France, impressionnable certes et volontiers frondeuse, mais que l'attachement immuable à nos libertés et le sens du péril commun n'ont jamais manqué de ramener au sang-froid et à la perception claire du devoir national. On avait vu ce peuple à l'œuvre en septembre dernier. On le voit aujourd'hui devant l'épreuve imposée à sa patience, se forger une discipline qu'il ne lassera point entamer.

» Comment s'en étonner ? Ne se sent-il pas conscience plus pure et mains plus nettes que jamais ? De la guerre qu'il a dû subir, il n'attend, lui, ni sujets ni marchés nouveaux. Il lui demande la fin, le châtiment et la réparation des horreurs dont l'Europe continue d'être l'effarant théâtre, parce qu'il en sent le péril imminent pour lui-même comme pour les richesses matérielles, les trésors moraux, la civilisation d'un continent entier.

» Comment, dès lors, ne voudrait-il pas mettre hors d'état de nuire les hommes de parjure et de proie responsables, effacer les attentats de la force, rétablir le respect des personnes, des consciences, des biens, des souverainetés nationales et les préserver à jamais de telles entreprises ? Vraiment exige-t-il trop en voulant la fin du cauchemar qui pèse sur l'univers et le retour d'un temps où nos enfants pourront grandir sans que les mères aient à trembler pour eux chaque jour ?

» Il veut cela. Il le veut inexorablement. Il l'espère fermement aussi et en a de bonnes raisons. Son sol est inviolé et le sang de ses soldats ménagé. L'épreuve de l'attente est dure, certes ? Mais ne l'est-elle que pour nous ? N'est-elle pas pire en face ?

La solidarité franco-britannique

» L'Union franco-britannique, si forte déjà hier, se resserre de jour en jour devant l'ennemi et **point seulement pour la solidarité dans les œuvres de guerre mais dans la recherche des garanties de paix et de sécurité commune.** La résolution et la vaillance anglaises sont hors de pair.

» Contre les horreurs qu'hitlérisme et stalinisme ont déchaînées, ne voit-on pas aussi l'opprobre monter de toutes parts ? Devant ces crimes, les consciences, qui ne pouvaient en vérité demeurer neutres, ne le sont plus. **La croisade s'ouvre enfin contre les hommes de proie.**

Le réveil de la conscience universelle

» Si, coup sur coup trois peuples demeurés sans secours efficaces n'avaient pu que succomber naguère voici qu'une autre démocratie traitreusement agressée à son tour, défie l'envahisseur. L'héroïque Finlande qui, depuis six semaines, lui oppose victorieusement les forces de son patriotisme et ses mâles énergies, n'a pas suscité que l'admiration pour elle. Les forces du bien s'animent de toutes parts, lui envoient ou lui préparent une aide.

» Ce n'est pas rien, en vérité que ce réveil même tardif de la conscience universelle. Plus que jamais donc confiance ! La décision de la guerre ne s'obtiendra sans doute pas sans des heures sévères et des épreuves. La guerre de 1914 n'eut-elle pas les siennes ? Insurpassables peut-être ! C'est la victoire qui les a couronnées.

» **Faire face à tous les périls, y mettre toute sa force d'âme, maintenir dans les cervaux et les cœurs la flamme nationale, voilà pour chacun le devoir de demain.** Nous le seconderons ici de tout notre pouvoir. Le Sénat s'impose en tout temps discipline et mesure dans ses délibérations. Ce n'est point l'heure d'y déroger. Il s'en garde, selon son patriotisme qu'en contre-partie son devoir de contrôle. Plus impérieux en temps de guerre qu'en tout autre et auquel il entend satisfaire pleinement, puisse s'exercer toujours comme il se doit.

» Dès septembre, vos commissions se sont employées à seconder à la fois les besoins des armées et ceux de l'arrière. Elles éclairent et stimulent l'action gouvernementale y pourchassant dans tous les services l'indolence, les gaspillages, l'injustice, l'inégalité des sacrifices dus.

Hommage aux soldats de France et de Grande-Bretagne

» L'expérience a montré de quel profit ces tâches furent jadis pour la défense du pays. Celui-ci vous saura gré comme à vos devanciers, de les avoir bien remplies.

» Confiance ! toujours. Je Lalue bas, mes chers collègues, la mémoire des enfants de France, morts pour elle depuis septembre. Hélas ! deux membres de notre personnel sont du nombre : nous nous inclinons avec respect devant ceux qui les pleurent.

» A ceux qui se battent avec tant de vaillance, envoyons à nouveau l'hommage de notre admiration. A l'ensemble des armées alliées de terre, de mer et de l'air ; à ces autres soldats de France qui, soit aux champs, soit à l'usine, femmes et hommes, œuvrent aussi pour la défense commune ; à nos populations d'outre-mer qui récompensent si magnifiquement la mère patrie de son libéralisme en la servant avec un unanime enthousiasme notre salut très fervent ! par eux tous, la victoire viendra. Elle vient.

» Ainsi sera préservé une fois de plus le patrimoine dont nous avons la charge : il est celui des vertus héritées des beautés de la grande histoire dont la patrie est faite »

LES DEMANDES D'INTERPELLATION

Après sa péroraison très applaudie par tous les sénateurs debout, M. Jules JEANNENEY propose à l'Assemblée de fixer les nominations des Commissions générales et de la Commission des finances du Sénat au mardi 23 Janvier. Les groupes se réuniront le 17 pour désigner leurs candidats.

Le Président annonce qu'il a reçu de M. Charles REIBEL une demande d'interpellation adressée au Gouvernement sur l'organisation du Haut Commandement des forces terrestres aériennes.

D'autre part, il rappelle au Sénat que deux demandes d'interpellation avaient été précédemment déposées : la première, de M. René HACHETTE, sur les résultats déjà obtenus et ceux à attendre de l'application des principes qui ont présidé à l'organisation économique du pays en temps de guerre et sur les dispositions que le Gouvernement compte prendre pour adapter la vie nationale aux circonstances actuelles, et la seconde par M. CAILLIER, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre, et la politique qu'il entend suivre une fois satisfaits les besoins de la Défense nationale et ceux du ravitaillement général pour sauvegarde en temps de guerre nos débouchés commerciaux extérieurs et même pour les élargir dans toute la mesure où les circonstances internationales le permettront.

D'accord entre les interpellateurs et le ministre du Commerce, la discussion de ces deux dernières interpellations reste fixée au Jeudi 1er Février.

Le Sénat règle son ordre du jour. M. CHAUTEMPS, vice-président du Conseil, demande au Sénat de se réunir le 18 Janvier, pour recevoir le projet de loi en instance devant la Chambre, concernant la déchéance des élus communistes. Il en est ainsi décidé.

Séance jeudi 18, à 14 h. 30. La séance est levée à 15 h. 35.

La propagande antinationale

UNE CELLULE D'INSPIRATION COMMUNISTE DÉCOUVERTE A SAINT-DENIS

Une vingtaine d'individus ont été arrêtés

Paris, 12. — Les services de la Préfecture de Police viennent de découvrir une cellule d'entreprise d'inspiration communiste, qui avait été reconstituée dans une importante usine d'aviation de Saint-Denis, dans un but de propagande antinationale. 20 individus ont été arrêtés et mis, par M. Pichaut, commissaire de police, à la disposition de la justice. Parmi eux, il y a lieu de citer Léon Sarra, monteur-riveur, l'un des dirigeants de la cellule, aidé dans son action de propagande par Victor Léonet, ajusteur ; G. Colin, serrurier, qui remplissait les fonctions de secrétaire ; Moïse Raynend, serrurier, trésorier de la cellule ; Antoine Porus, ancien combattant des brigades internationales d'Espagne ; Maurice Gray, monteur, chez lequel une abondante documentation révolutionnaire a été retrouvée.

Les perquisitions opérées ont permis de saisir de nombreux exemplaires, de brochures et de tracts subversifs.

D'autre part, M. Dufaille, commissaire de police de Saint-Ouen, a mis également à la disposition de la justice la femme Adèle Chasagnac, qui, à l'intérieur d'une usine de cette localité, se livrait aussi à une active propagande antinationale et chez qui ont été saisis de nombreux exemplaires de tracts d'inspiration communiste.

LA DÉCHÉANCE des élus communistes

La Commission du Suffrage Universel à la Chambre a approuvé le texte gouvernemental

Paris, 12. — La Commission du Suffrage universel de la Chambre, présidée par M. Cayrel, a étudié le projet gouvernemental sur la déchéance des communistes.

Après avoir entendu M. Camille Chautemps qui lui a fait savoir que le Gouvernement était tout prêt à accepter les modifications tendant à augmenter l'efficacité du texte, la Commission a institué une discussion à l'issue de laquelle un nouveau texte a été adopté qui substitue la date du 1er octobre 1939 à celle primitivement prévue du 9 janvier 1940 pour la répudiation de l'adhésion au Parti Communiste et qui supprime le nouveau délai, accordé par l'art. 2 aux élus sous les drapeaux.

C'est M. Georges Barthélémy qui assurera le rapport en marquant le désir très vif de la Commission de voir le Gouvernement agir très fermement dans la répression des menées ex-communistes. Il ne resterait que cinq ou six députés communistes en fonctions.

Il est possible qu'au cours du débat public la date du 1er octobre, proposée par la Commission soit modifiée et que celle du 15 ou du 26 octobre soit adoptée.

M. Cornavin maintenu en prison

Paris, 12. — M. De Moissac, capitaine, juge d'instruction près le 3e Tribunal militaire, a rendu ce soir une ordonnance rejetant la requête déposée par M. Gaston Cornavin, député de Bourges, qui demandait pour raisons de santé sa mise en liberté provisoire. M. Cornavin restera donc à la Santé.

Condamnation d'un partisan de la IIIe Internationale

Paris, 12. — La 4e Chambre correctionnelle a jugé cet après-midi un ouvrier mouleur en chômage, Jean Baranoff, d'origine russe, poursuivi pour infraction au décret-loi du 26 septembre 1939 qui a prononcé la dissolution du Parti Communiste. Jean Baranoff avait été arrêté le 9 janvier 1940, dans un débit du 20e arrondissement où il faisait l'apologie de l'armée russe et propageait les idées de la IIIe Internationale.

Jean Baranoff a été condamné à un an de prison sans sursis et à 200 fr. d'amende.

C'est la première fois qu'un Tribunal correctionnel de Paris fait application de ce décret-loi. On sait que les députés communistes sont poursuivis pour infraction à ce même décret à la suite de la lettre que le Groupe Ouvrier et Paysan Français a adressée au président Herriot.

ECHOS et CARNET

CALENDRIER. — Samedi 13 janvier 1940 : Soleil : Lever, 7 h 43 ; coucher, 16 h 16 ; Lune : Lever, 9 h. 15 ; coucher, 20 h. 41.

Aujourd'hui : Sainte Véronique. — Demain : Saint Hilaire.

UNE ÈRE DE PAIX S'OUVRE EN PALESTINE

(Suite de la première page)

Aussi tous les millions dépensés par le docteur Goebbels le furent en vain En Palestine comme en Syrie, comme en Egypte et dans tous les pays musulmans, on s'est rangé dans le camp de la Grande-Bretagne et de la France. La cause qu'elles soutiennent a eu une répercussion profonde sur l'esprit religieux qui, en la circonstance, n'a pas d'autre ennemi que l'ennemi de la chrétienté et de toute religion.

L'avenir du pays dépend de l'adaptation aux nouvelles conditions de la vie

Que la Palestine à peine sortie du chaos ne souffre pas encore dans son économie ce serait incroyable ! Mais il est déjà surprenant que sa situation ne soit pas plus désastreuse et le seul fait qu'elle ait résisté comme elle l'a fait aux conséquences des crises sanglantes qui l'ont bouleversée, est une preuve de sa vitalité et de la solidité de sa structure.

En effet, c'est à peine si l'on aperçoit que le coût de la vie a augmenté et quant aux approvisionnements ils sont abondants, chose plus surprenante, on ignore le spéculateur ! Pourtant le commerce des oranges qui est d'une importance capitale pour le pays se trouve menacé par les difficultés de l'exportation avec les pays belligérants. Les pays scandinaves — les meilleurs clients des marchands palestiniens — n'achètent plus. Où trouver des acheteurs pour une récolte dont la moitié est évaluée à 15.000.000 de caisses ?

Par contre, une industrie, qui semble avoir des possibilités d'avenir est celle des produits chimiques. D'éminents spécialistes, chassés d'Allemagne, travaillent dans les laboratoires et plusieurs pays d'Orient ne demandent qu'à acheter leurs produits chimiques en Palestine.

En somme, l'avenir économique du pays se montrerait sous un jour favorable si l'immigration cesse et si les idées et méthodes s'adaptent aux nouvelles conditions de la vie.

P. P.

LA SUPPRESSION DE LA PATENTE

Paris, 12. — Conformément à l'engagement pris par M. P. Reynaud au cours de la discussion budgétaire, le Gouvernement vient de déposer sur le bureau de la Chambre des députés un projet de loi portant suppression de la patente et créant des ressources compensatrices pour les départements et les communes.

Aux termes de ce projet, la patente est supprimée à compter du 1er janvier 1940, ainsi que diverses taxes accessoires (redevance communale des mines, impôt local sur les professions en Alsace-Lorraine, etc.).

Afin de procurer aux collectivités locales les ressources nécessaires pour compenser les pertes de recettes qu'elles subissent du fait de ces dégrèvements, le projet comporte l'élévation de 1 à 2 % du taux de la taxe d'armement.

Ainsi, un impôt dont le caractère anti-économique faisait depuis de nombreuses années l'objet de critiques justifiées et dont le maintien en temps de guerre se serait révélé particulièrement injuste et aurait entraîné la fermeture de nombreux magasins, se trouve remplacé par une taxe dont la charge est exactement proportionnée au volume des affaires de chaque entreprise.

Des dispositions spéciales sont prévues pour éviter que cette réforme n'entraîne une hausse des prix.

LE DANEMARK SE DÉFENDRA SI L'ON ATTAQUE SA NEUTRALITÉ

Et il est disposé à employer toutes ses forces militaires pour repousser tout envahisseur

Copenhague, 12. — M. Thorvald Stauning, Président du Conseil, dans une courte déclaration qu'il a faite au « Berlingske Tidende » et au « Social Demokraten », a affirmé qu'il va de soi que, si la neutralité du Danemark était l'objet d'une attaque, toutes les forces militaires du pays seraient employées pour la repousser.

LE CONFLIT RUSSO-FINLANDAIS

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

On croit que la Russie a répondu qu'elle était prête à négocier la paix. Elle pourrait abandonner son plan de conquête complète si elle obtenait des bases navales et aériennes sur la Baltique, le droit d'utiliser Petsamo et des ajustements de sa frontière avec la Finlande à l'Est. Le correspondant du « Daily Express » voit trois raisons pour lesquelles Hitler désire se poser en médiateur dans le conflit russo-finlandais :

1° — C'est la seule façon pour lui de conserver l'amitié de Staline, de Mussolini ;

2° — Hitler croit que les Alliés vont se servir de la guerre en Finlande comme prétexte pour envoyer des hommes et du matériel de guerre en Scandinavie ;

3° — L'Allemagne tient absolument à obtenir des matières premières de Russie ; or, les opérations militaires en Finlande empêchent les Soviets de tenir leurs promesses.

Le IIIe Reich n'a d'ailleurs pas reconnu le gouvernement communiste-fantôme de Finlande

Amsterdam, 12. — Le IIIe Reich non seulement n'a pas reconnu le gouvernement communiste finlandais de Otto Kuussinen, constitué par les Soviets, à Terioki, mais encore continue à accréditer des consuls nouveaux nommés par le gouvernement de Helsinki.

On apprend de Essen que le nouveau consul finlandais Heirich Waldmann a reçu l'exéquateur du gouvernement allemand.

UN « TANNENBERG » FINLANDAIS

UN CORPS D'ARMÉE SOVIÉTIQUE a été anéanti par les Finnois

D'après le « Daily Mail » la bataille de la route de **Raate**, qui s'est déroulée le long de sentiers forestiers de 22 kilomètres de long et 3 m. 50 de large, dans la neige, entre ce hameau sur la frontière russe et le village de **Suumussalmi**, est maintenant considérée comme un « Tannenberg » finlandais.

Il a déjà été révélé que dans la bataille plus de 15.000 Ukrainiens, Caucasiens, Tartares, Kirghiz, Afghans, Mongols, Tadzhiks, Carélliens de l'Est, et hommes d'Arkangelsk qui composaient la 44e division russe ont trouvé la mort.

Le reste, soit 1.000 hommes, ont été faits prisonniers et leur équipement capturé.

Au bout de la route de **Suomussalmi**, la 154e division, qui essayait de relever la 44e division, a été également détruite 2.000 hommes seulement ont échappé au nord du **Lac Kianta** pour joindre la 163e division qui a été, elle aussi, anéantie.

Ces trois forces composaient le 45e corps d'armée russe fort de 50.000 hommes.

Revêtues de leurs manteaux blancs, les troupes finlandaises sur skis continuent leurs opérations.

Près de la route de **Raate** près de 3.000 Russes gisent morts de froid dans la neige. Certains sont tombés la crosse en l'air comme s'ils imploraient la grâce.

Sur le terrain, des wagons, des cuisines roulantes, des camions, des tanks, des canons de tous calibres, des masques à gaz, des munitions, des uniformes, des cartes, tout ce qui est nécessaire à une armée moderne est répandu de-ci de-là.

Plusieurs des 45 tanks capturés ont été transportés vers l'Ouest, pour être, si possible, utilisés contre les Russes s'ils attaquent en été.

Huit canons antiaériens « Bofors », probablement capturés par les Allemands en Pologne et vendus aux Russes, figurent également dans le butin.

Chaque canon a coûté 1.250.000 francs et sera de grande utilité contre les attaques aériennes russes.

C'est ainsi que s'écroulent les plans de Staline de conquête-éclair d'un petit pays voisin pacifique.

Le général finlandais Tuompo, surnommé le Hindenbourg finlandais, a déclaré :

« En trois jours et trois nuits, les Russes ont été anéantis. Pas un homme n'échappa. Nos patrouilles avancent vers **Kemi**, en Carélie russe. Les prisonniers affluent et augmentent de jour en jour ».

LE COMMUNIQUÉ FINLANDAIS

Helsinki, 12. — Voici le communiqué finlandais qui donne la situation jusqu'au 12 janvier à midi :

Sur terre : A l'exception de l'activité des patrouilles et de l'artillerie, la fin de la journée du 11 et la matinée du 12 ont été tranquilles sur le front de terre.

Sur mer : Rien d'important à signaler.

Dans les airs : En raison du mauvais temps et des tempêtes de neige dans le pays, l'activité de l'aviation ennemie a été très réduite au cours de la journée d'hier. Cependant, un avion soviétique a été abattu.

L'opinion allemande se préoccupe sérieusement de l'« affaire finlandaise

Amsterdam, 12. — L'arrêt par le Reich des livraisons d'armement effectués par l'Italie à la Finlande est connu du public allemand, malgré le silence obstiné de la presse et de la radio nazies sur cette affaire. La population allemande voit dans cet envoi effectué à travers le Reich un sondage par l'Italie des véritables intentions du Reich.

Jamais la population allemande n'a eu comme aujourd'hui le sentiment de l'isolement moral aux côtés de l'allié russe alors que le monde entier fait cause commune avec la Finlande. Les journaux nazis multiplient significativement leurs attaques contre les Allemands qui sympathisent avec le peuple finlandais et qui sont dénoncés comme des « saboteurs sentimentaux ».

Pour compenser le mauvais effet produit par l'affaire des armes italiennes destinées à la Finlande et qui ont été arrêtées en Allemagne, la propagande nazie s'appesantit sur le rapatriement des Allemands du Haut-Adige qui prouverait la solidité de l'axe Berlin-Rome.

La preuve de la gêne croissante que le conflit finno-russe fait peser sur l'Allemagne est fournie par la publicité donnée par les journaux nazis à de prétendues offres de médiation entre Moscou et Helsinki qui seraient lancées par les pays neutres de Scandinavie. En fait, c'est la presse nazie qui a lancé il y a deux jours elle-même, l'idée de cette médiation et qui l'attribue maintenant à la presse scandinave, alors que celle-ci n'a fait que reproduire en les commentant les informations lancées par Berlin.

La « Koelnische Zeitung » fait suivre ces informations d'un commentaire révélateur : « Cela prouve, déclare l'organe allemand, que le moment unique et qui reviendra difficilement est arrivé pour reprendre les pourparlers de médiation éventuellement par l'intermédiaire des pays voisins. Au cas contraire, les cabinets et les états-majors des grandes puissances seraient forcés de faire entrer les fluctuations du conflit dans leurs calculs. »

LA GUERRE AÉRIENNE

(Suite de la première page)

A ce sujet, tandis que le « Daily Telegraph » met en relief l'importance d'une collaboration active des nations décidées à combattre la politique d'agression en Europe et à établir ensuite une paix durable, le « Times » note le succès des négociations économiques de la Grande-Bretagne et de la France avec les neutres.

Pour le « News Chronicle », le danger des bombardements aériens sur terre se rapproche.

« L'histoire montre que lorsque les hommes ont inventé de nouvelles armes, ils les ont toujours utilisées. Il se peut que les forces hostiles de Grande-Bretagne et d'Allemagne ne se lancent pas tout de suite dans la sinistre entreprise de bombardements. Toutefois, nous ferions bien de nous attendre à une intensification progressive de la guerre aérienne à mesure que le temps va aller en s'améliorant et nous ferions bien également de rester dans un état de préparation parfaite pour le cas où le pire se produirait ».

Le « Daily Mail » estime, par contre, qu'Hitler peut fort bien adopter une politique de terrorisation : « Ainsi donc, la guerre peut demeurer pendant une longue période une guerre des nerfs. Mais l'absence de toute grande rencontre militaire ne doit pas être prétexte au ralentissement de la cadence de nos préparatifs et à la diminution de leur envergure ; au contraire ».

Des avions de la R. A. F. ont survolé le Nord-Ouest de l'Allemagne

Londres, 12. — L'Amirauté annonce que, la nuit dernière, des avions de la R.A.F. ont effectué avec succès des vols de reconnaissance au-dessus de l'Ouest et du Nord-Ouest de l'Allemagne et des vols de patrouilles au-dessus des bases d'hydravions de la Baie d'Héligoland.

Un appareil ennemi mis en fuite au large

Londres, 12. — Un avion allemand, que l'on croit un « Heikel », a été mis en fuite ce matin par les appareils de la R.A.F. au large de la côte du Yorkshire. Au moment où les avions ont survolé les falaises, le feu des mitrailleuses s'est fait entendre et les appareils britanniques foncèrent sur l'appareil allemand.

Les avions ont disparu à l'horizon, se dirigeant vers le Nord et les appareils britanniques ont rejoint plus tard leur base. Des bombardiers de la R.A.F. ont alors survolé la côte, puis se sont dirigés vers le large. Le feu des mitrailleuses s'est fait entendre au loin et de nombreux avions ont survolé plusieurs villes de la côte.

Un autre avion survolait la Tamise...

Londres, 12. — On annonce au Ministère de l'Air que, peu après 11 heures, un avion ennemi a franchi la côte Est. L'appareil a été aperçu plus tard survolant l'estuaire de la Tamise où les batteries anti-aériennes ont ouvert le feu. Des patrouilles d'avions de chasse ont pris l'air et ont mis en fuite l'avion ennemi qui s'est dirigé vers la mer.

Un « chasseur » britannique aurait atteint la vitesse de 1.000 kilomètres

Londres, 12. — Selon les journaux de ce matin, un pilote de la R.A.F. actuellement en France a atteint, avec un chasseur anglais de série, une vitesse dépassant probablement 1.000 kilomètres à l'heure. Voici dans quelles circonstances le pilote a accompli cet exploit sans s'en rendre compte :

Il n'avait pas l'intention de soumettre son appareil à une telle épreuve. Alors qu'il se trouvait à une altitude de plus de 7.000 mètres, il perdit connaissance, probablement par suite du manque d'oxygène. L'avion se mit en piqué et plongea vers la terre à une vitesse vertigineuse. Le pilote, heureusement, reprit conscience à temps. Il redressa son appareil au prix d'un effort physique très pénible et constata alors qu'en montée directe il allait à près de 650 km. à l'heure.

Les experts du ministère de l'Air estiment que, pour faire 650 kilomètres à l'heure en montée, le chasseur avait dû atteindre une vitesse de 1.000 à 1.100 kilomètres à l'heure en piqué. Cet exploit « accidentel » démontre, font observer les journaux, la résistance extraordinaire des chasseurs anglais.

UNE ALERTE DANS LE NORD DE LA FRANCE

Une alerte a été donnée dans la région du Nord, de 12 h.35 à 13 h. 10. On ne signale aucun incident.

Le territoire belge a été survolé par des avions étrangers

Bruxelles, 12. — Le Ministère de la Défense Nationale transmet le communiqué suivant :

« Des avions étrangers ont de nouveau profité de la situation atmosphérique favorable pour survoler le territoire belge à très grande altitude notamment dans les provinces de Limbourg, Liége et Luxembourg. La D.T.C.A. et nos avions de chasse ont été mis en action pour les refouler hors de nos frontières ».

LA SEMAINE BELGE

(Suite de la première page)

L'activité des charbonnages, de la sidérurgie et de la métallurgie s'étendra-t-elle peu à peu aux autres industries, on l'espère. Car le chômage ne diminue pas dans une proportion suffisante et le marasme règne dans de nombreux départements industriels et commerciaux. La chocolaterie, ayant pu s'approvisionner en cacao, s'est améliorée, de même, certaines branches du textile.

Au port d'**Anvers**, si un accroissement d'activité se remarque sur les chantiers de réparations de navires, le trafic souffre toujours du ralentissement du commerce international.

D'une façon générale on constate une très légère amélioration. Est-ce l'amorce du redressement économique ?

Des voix se font entendre préconisant le rattachement de la **Belgique** au bloc économique franco-britannique, après la guerre.

Jusque là, c'est l'augmentation de la production du charbon qui reste la clef de voûte de l'économie belge.

Il y a, cependant, encore, dans les milieux ouvriers, des résistances qui portent non sur la nécessité de cette augmentation, mais sur les conditions du travail.

⁂

La crise ministérielle a été résolue rapidement. Il y a des mécontentements. Du côté socialiste, on regrette le départ de M. Wauters, jeune et actif, qui vient lui-même de regretter qu'on n'ait pas fait appel aux lumières de M. VAN ZEELAND. L'ancien Premier ministre est, certes, autrement compétent que l'actuel ministre des affaires économiques et du ravitaillement qui n'a pas répondu aux espérances. Aussi prévoit-on le retour de M. VAN ZEELAND, dans un temps plus ou moins rapproché.

Du côté démocrate-chrétien, on déplore n'avoir qu'un ministre, M. DELFOSSE, alors que le groupe démocrate-chrétien est avec le groupe socialiste, le soutien le plus ferme du gouvernement. M. Devèze, remplacé au département de l'intérieur, a déclaré au Comité national libéral, qu'il n'était pas parti volontairement. On sait ce que parler veut dire. C'est M. Paul-Émile JANSON qui est resté au gouvernement.

Puis, il y a les flamingants. La présence de M. SAP ne les satisfait pas. Cinq ministres flamands sur quatorze leur paraît insuffisant.

Néanmoins, le ministère de M. PIERLOT peut se présenter devant la Chambre. Il aura sa majorité. Il l'avait obtenue au surplus de la Chambre et du Sénat, dans un vote de confiance, sur la question la plus épineuse, celle de la taxe sur les bénéfices exceptionnels. Aussi de bons esprits n'admettent pas qu'une crise ministérielle ait éclaté dans ces conditions en dehors du Parlement. Le Premier Ministre a eu le tort de céder à la pression d'une campagne sous-rexiste.

Signalons le geste élégant de M. WAUTERS, ministre de l'Information Nationale, dont les services seront rattachés sans doute au cabinet du Premier Ministre. Très attaqué par la presse, qui lui rend hommage aujourd'hui, parce qu'il empêche l'instauration de la censure, il a fait signer par le ministre de l'Intérieur, avant son départ, l'arrêté créant le laissez-passer national de presse et le laissez-passer pour automobiles de presse.

De même, il a obtenu du gouvernement français, M. GIRAUDOUX, le lui a écrit samedi, que le film de l'armée belge : « **Ceux qui veillent** », fût projeté dans les cinémas en **France**, ainsi que le film « **Tervueren** » sur la colonie belge du **Congo**.

Rationnés en ministres, 14 au lieu de 18, les Belges ne le sont en rien d'autre.

Les cartes de rationnement ont été distribuées, mais le rationnement des produits alimentaires ne sera pas instauré tant que la situation restera ce qu'elle est. Malgré les difficultés du transport maritime, les besoins de la consommation courante sont couverts au-delà des quantités prescrites.

⁂

« Le Soir » élève aujourd'hui une propos odieux contre la **France** et l'**Angleterre**, tenus par M. DEGRELLE, député rexiste, au cours d'une conférence qui s'est déroulée, d'ailleurs dans l'indifférence générale. M. DEGRELLE a dit notamment que « la démocratie, la démagogie décompose la France, ruine son moral, son armée, son esprit de victoire. Il charge l'**Angleterre** et la démocratie de toutes les fautes. Mais il parle en termes dithyrambiques de l'Allemagne que « **Hitler** emporte, galvanise, prépare à de nouvelles destinées ».

Ces attaques d'une grossièreté inouïe à l'adresse de la France et de l'Angleterre, dit « Le Soir », sont proférées pour troubler l'atmosphère du pays et constituent une intolérable atteinte à la neutralité. Le journal bruxellois attire l'attention des autorités sur ce danger.

M. DEGRELLE vient au surplus de revenir de **France**. Il s'est rendu à **Lille** et à **Paris**. Mais il raconte à ses lecteurs qu'il s'est rendu au front français, ce qui est inexact.

Il a sans doute vu le front de **Blandain**. Il est coutumier du fait. Il a raconté naguère un voyage au **Mexique** où il n'avait pas mis les pieds. Il est moins bavard sur ses voyages en **Allemagne**.

P. C.

LES OPÉRATIONS sur le front français

Paris, 12. — Les opérations, tant terrestres qu'aériennes, ont été très actives au cours de la journée d'hier mais en raison de la basse température, accompagnée d'un vent violent elles n'ont cependant pas revêtu le même caractère d'intensité que la veille.

Dans l'air, au-dessus des lignes et sur leurs arrières immédiats, il y a eu d'assez nombreuses expéditions de reconnaissances, naturellement couvertes par des escadrilles de chasseurs.

Un des appareils allemands de reconnaissance a été intercepté par la défense française et abattu. La destruction de cet avion porte à trois le nombre d'appareils allemands descendus en deux jours dans les lignes françaises et donc officiellement homologués.

Par ailleurs, les randonnées à haute altitude d'autres appareils de reconnaissance germaniques ont provoqué des alertes dans les régions du Nord et du Nord-Est de la France.

La rigueur de la température a réduit également l'activité des patrouilles terrestres, notamment au cours de la nuit. Hier, la parole a surtout été au canon.

Dans les régions situées immédiatement à l'Est et à l'Ouest des Vosges, où avant-hier l'activité des patrouilles avait été très marquée, les batteries allemandes ont déclenché des tirs assez nourris, mais sans buts particuliers précis

L'ENVAHISSEMENT DU PUITS DE MINE DE LIÉVIN PAR UNE TROMBE D'EAU

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Ceux qui l'ont échappé belle

La liste des ouvriers restés au fond s'établissait ainsi :

Maurice Schnel, 31 ans, surveillant, marié et père de trois enfants, demeurant à Liévin, rue de la Convention. Mobilisé, il était revenu il y a quelques jours pour être affecté aux Mines ;

Henri Queniart, 20 ans, célibataire, demeurant rue Nicolas Leblanc à Liévin ;

Emile Storez, 47 ans et son fils Emile 17 ans, demeurant chemin des Routiers à Liévin. M. Emile Storez était connu sous le sobriquet de « Pas-de-Chance », père de six enfants ;

Wladislaw Pankowiak, 32 ans, demeurant 13, rue des Bois à Liévin, marié et père d'un enfant ;

François Bartaszyk, 17 ans, demeurant à Liévin, rue St-Pierre, 161, cité du n° 16 ;

Emile Gonsalvès, 15 ans, demeurant rue Papin à Liévin ;

Constant Fournier, 18 ans, demeurant rue Lamendin.

On croyait à un certain moment compter neuf disparus, le neuvième étant Moïse Delcourt, 19 ans, demeurant Cité Jeunette, qui était occupé avec le surveillant Schnel. Mais, deux heures auparavant, il avait été blessé au pied par un caillou et il s'était fait remonter au jour.

L'enquête commence

Dans la matinée, MM. Priem et Darguesse, secrétaires du Syndicat des Mineurs du Pas-de-Calais, se rendirent à la fosse N° 3 où ils se firent donner des renseignements par M. Pronnier, délégué mineur. M. Duparcq, contentieux du syndicat, retenu au tribunal de Béthune, n'avait pu faire partie de la délégation.

Le service de contrôle des mines avait été prévenu et vers 10 h. 30, arrivèrent MM. Degaud, ingénieur d'Etat et Wacquez, contrôleur, qui furent reçus par M. Martin, ingénieur en chef, en compagnie duquel ils descendirent au fond, afin de rechercher les causes de la catastrophe. On remarquait également sur les lieux M. Rémy, commissaire de police de Liévin et le chef de brigade de gendarmerie Sauvage, qui assurèrent un service d'ordre discret.

Dans l'après-midi, M. Rochart, préfet du Pas-de-Calais, et M. Briset, sous-préfet de Béthune, se rendirent à la fosse 3 où ils furent reçus par M. Buchet, directeur général des mines de Lens.

« Nous sommes tous vivants »

A la suite de ce coup d'eau, le haut personnel des mines de Lens, MM. Haynau, sous-directeur ; Martin, ingénieur en chef ; Marchal, ingénieur divisionnaire ; Dufay, ingénieur de la fosse 3, examinèrent la situation qui était très sérieuse car les mineurs, prisonniers des eaux, se trouvaient dans les travaux les plus profonds.

Les travaux de sauvetage s'organisèrent. L'aérage put être partiellement rétabli et de puissantes pompes furent mises en batterie pour dénoyer le quartier inondé. Les heures passèrent et l'eau ne baissait que lentement. Tout espoir était-il donc perdu ? Sans relâche, les équipes de sauvetage se relayèrent. L'une des galeries conduisant à la veine Pauline venait d'être dénoyée, lorsqu'un éboulement se produisit. Les sauveteurs restèrent, soudain, étonnés et ravis, lorsqu'un des prisonniers, escaladant les terres de l'éboulement apparut à leurs yeux. « Nous sommes tous vivants, s'écria-t-il. Le surveillant est resté avec les camarades ».

Minutes terribles puis joie partout

Les sauveteurs, encouragés, redoublèrent d'efforts et, à 17 h., les huit hommes se retrouvaient à l'accrochage. Leurs camarades les réconfortèrent.

Des couvertures avaient été descendues pour les envelopper et on leur servit du café bien chaud. Tous les rescapés faisaient preuve d'un moral étonnant. A 18 h., ils furent remontés au jour où les accueillirent MM. Buchet, directeur général ; Raynau, sous-directeur ; Schmeider, ingénieur en chef du contrôle des mines ; Degot, ingénieur, et les familles des ouvriers sauvés.

Le surveillant Schnel relata comment ses camarades et lui avaient été sauvés. Lorsque le coup d'eau se produisit, ils essayèrent de se sauver, mais ils furent arrêtés par un premier éboulement. Ils parvinrent à se frayer un passage, mais l'eau montait toujours. Poursuivant leur route, ils se trouvèrent devant un second éboulement. L'eau leur montait jusqu'au cou et il ne fallait plus compter pouvoir se dégager. Schnel, qui connaissait très bien les dispositions du puits, rassembla tous ses hommes et les conduisit dans une descendrie montante où ils attendirent leur délivrance. Il sut, jusqu'à ce moment, maintenir leur moral.

Retour au foyer

La nouvelle du sauvetage des 8 mineurs se répandit rapidement, à travers tous les corons et un nombreux public se porta devant la grille d'entrée. Après avoir été visités par M. le Docteur Delacour, les rescapés furent reconduits à leur domicile respectif par les soins de M. Haynau. On se rend compte des scènes de joie qui se déroulèrent dans les foyers